

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

lundi 23 mars 2026

Le pétrole flambe, retour du risque de stagflation...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg	Price	Change	% Chg	
Crude Oil	69.04	-0.19	-0.10%	S&P 500	6,506.48	-100.01	-1.51%	S&P 500	6,531.25	-27.75	-0.42%
Gold	4,325.30	-249.60	-5.46%	Dow Jones	45,577.47	-443.96	-0.96%	NASDAQ F	23,979.75	-121.75	-0.51%
Silver	64.94	-4.72	-6.78%	Nasdaq	21,647.61	-443.08	-2.01%	DIJAF	45,752	-141	-0.31%
Changes				VIX							
DXY Index	99.75	0.100	0.10%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1539	-0.003	-0.29%					% Chg Nikkei			
Yen	159.56	0.330	0.21%					Hang Seng			
Pound	1.3305	-0.004	-0.26%					Shanghai			
Marché obligataire				Consumer Staples				Singapore			
Price Daily en pb				Health Care				Asia Dow			
U.S. 10yr	4.417	3.0		Industrials				Europe			
Germany 10yr	3.053	0.9		Communication Services				Stoxx 600			
Italy 10yr	3.961	1.3		Materials				CAC 40			
Japan 10yr	2.303	3.5		Consumer Discretionary				DAX			
Crypto				Information Technology				FTSE MIB			
Bitcoin USD	68,629	440	0.64%	Real Estate				IBEX 35			
Ethereum USD	2,060.67	2.25	0.11%	Utilities				FTSE 100			

Cours au 23/03/26 7:00AM

Achevé de rédigé à 7h00

Conflit au Moyen-Orient : les infrastructures stratégiques au cœur de l'escalade

- Au 24^{ième} jour du conflit, la guerre franchit un seuil critique avec un ciblage accru des infrastructures stratégiques et une montée des tensions régionales. La stratégie américaine apparaît confuse, oscillant entre désescalade affichée et renforcement militaire. Donald Trump durcit nettement le ton en lançant un ultimatum de 48 heures à l'Iran pour rouvrir le détroit d'Ormuz, sous menace de frappes massives sur les infrastructures énergétiques. En réponse, Téhéran adopte une logique de dissuasion symétrique, menaçant d'élargir le conflit à l'ensemble de la région et de perturber durablement les flux énergétiques mondiaux. Le conflit s'inscrit aussi dans une dimension politique, l'Iran pouvant chercher à peser sur les équilibres électoraux américains via le levier pétrolier. Parallèlement, les frappes à proximité de sites nucléaires accentuent les risques systémiques et les inquiétudes internationales, tandis que l'implication croissante d'acteurs régionaux (Hezbollah, Irak, pays du Golfe) confirme une extension du conflit. Malgré une forte capacité d'interception israélienne, les frappes se multiplient et les infrastructures civiles sont de plus en plus touchées, illustrant une intensification durable et une régionalisation du conflit aux conséquences économiques et géopolitiques majeures.
- Le détroit d'Ormuz est presque totalement paralysé : du 1^{er} au 21 mars, les transporteurs de marchandises n'ont effectué que 124 traversées, selon la société d'analyse Kpler, soit une baisse de 95% par rapport aux temps de paix ! L'Iran envisage d'autoriser le passage de navires japonais dans le détroit d'Ormuz afin de maintenir des relations stratégiques et contourner son isolement, tout en utilisant ce levier pour influencer la scène internationale. Cette décision place le Japon face à un dilemme entre ses besoins énergétiques et ses alliances occidentales.
- La guerre au Moyen-Orient désorganise profondément le transport aérien mondial, avec la fermeture des couloirs stratégiques et l'effondrement des hubs du Golfe, révélant la forte dépendance de l'Europe à ces plateformes pour ses liaisons vers l'Asie. Cette crise met en évidence une vulnérabilité géopolitique majeure et contraint les acteurs à repenser durablement les routes aériennes et leur souveraineté en matière de connectivité internationale. Parallèlement, la hausse durable des prix du pétrole pousse les compagnies américaines, comme United Airlines, à réduire leurs capacités et adapter leur modèle économique, au risque de freiner durablement la croissance du secteur.
- La Chine profite du conflit pour renforcer son influence diplomatique et économique au Moyen-Orient en se positionnant comme médiateur, tout en sécurisant ses intérêts énergétiques. De son côté, la Russie affiche un soutien fort à l'Iran en consolidant une alliance stratégique visant à contrer l'influence occidentale et à renforcer leur coopération militaire et économique. Ce rapprochement inquiète les pays occidentaux, qui y voient un facteur de prolongation de l'instabilité mondiale.

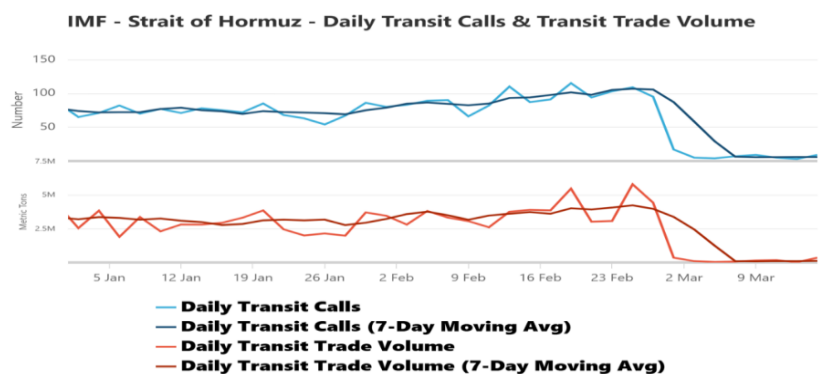
Au 24^{ième} jour de guerre, **les infrastructures stratégiques sont devenues des cibles centrales, avec des menaces croisées entre Washington et Téhéran, tandis que les frappes près de sites nucléaires accentuent les inquiétudes internationales :**

- La communication et la stratégie américaine reste compliqué à comprendre. Les déclarations du Président américain sont contradictoires depuis vendredi. **Donald Trump a publié sur Truth Social que les Etats-Unis étaient « très proches d'atteindre leurs objectifs » et envisageaient de « réduire progressivement leurs importantes opérations militaires »** contre ce qu'il a qualifié de « régime terroriste iranien ». Alors même qu'il évoque une sortie du conflit, le Pentagone déploierait environ 2 500 Marines supplémentaires et trois navires d'assaut amphibie dans le Golfe. Le président pourrait, ou non, ordonner aux Marines de prendre le contrôle de l'île de Kharg ou de mettre fin au blocus iranien du détroit d'Ormuz. **Plus tôt dans la même journée, il déclarait aux journalistes : « Je ne veux pas de cessez-le-feu. On ne fait pas de cessez-le-feu quand on est en train d'anéantir l'autre camp ».** Il semblait privilégier une issue unilatérale, où les Etats-Unis cesseraient les opérations parce qu'ils auraient « gagné », plutôt qu'une trêve négociée. Mais, samedi, sur son réseau Truth Social, Donald Trump a lancé un ultimatum particulièrement dur à l'Iran en lui donnant **48 heures pour rouvrir complètement le détroit d'Ormuz, faute de quoi les Etats-Unis frapperaient directement ses infrastructures énergétiques, en menaçant explicitement « d'anéantir » ses centrales électriques, en commençant par les plus importantes.** Une telle menace pourrait nécessiter une démonstration de force pour être crédible. Cette déclaration marque une nette escalade, faisant de la réouverture du détroit une condition non négociable de la stratégie américaine.
 - En réponse, Téhéran a immédiatement adopté une posture de riposte symétrique et dissuasive, avertissant qu'en cas d'attaque américaine, **il ciblerait les infrastructures énergétiques et vitales dans toute la région, pourrait fermer totalement le détroit d'Ormuz et frapper les intérêts américains et de leurs alliés au Moyen-Orient, y compris des installations d'eau et d'électricité.**
 - Les autorités iraniennes suivent probablement les anticipations politiques américaines, notamment celles de Polymarket, qui suggèrent que les démocrates pourraient reprendre la majorité à la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat de novembre, voire faire basculer le Sénat. L'Iran pourrait ainsi parier sur un maintien de prix du pétrole élevés jusqu'aux élections afin d'affaiblir les républicains et espérer qu'un Congrès démocrate réduise le financement de la guerre.
 - **L'inquiétude mondiale grandit face aux attaques près de sites nucléaires, l'OMS appelant à la retenue pour éviter un incident aux conséquences graves.** Une frappe iranienne près du site nucléaire de Dimona en Israël a fait des blessés et des dégâts, en riposte présumée à une attaque contre un complexe iranien à Natanz. Aucune fuite radioactive n'a été signalée à Natanz, tandis que l'AIEA appelle régulièrement à une retenue maximale face aux risques nucléaires.
 - Benjamin Netanyahu a réaffirmé la volonté d'Israël de cibler directement les dirigeants iraniens, notamment les Gardiens de la Révolution. **Le conflit s'étend à toute la région, avec des affrontements impliquant le Hezbollah au Liban et des attaques contre des intérêts américains en Irak.** Des tirs de missiles iraniens ont également visé l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis,
-

accentuant la déstabilisation régionale et énergétique. Un incident maritime près du détroit d'Ormuz illustre les risques pour la navigation, tandis que plusieurs pays se disent prêts à soutenir sa réouverture.

- Israël affirme avoir intercepté environ 92% des plus de 400 missiles balistiques tirés par l'Iran depuis fin février, avec seulement quelques impacts directs signalés. Toutefois, une roquette tirée depuis le Liban a fait une première victime civile côté israélien depuis le début du conflit début mars. **L'aviation israélienne a procédé à la destruction du principal pont stratégique reliant Beyrouth au Sud du Liban, marquant une étape critique dans l'extension géographique du conflit au Proche-Orient.** Cette frappe de haute précision entraîne une paralysie quasi totale des axes routiers côtiers, aggravant la crise humanitaire déjà latente par le blocage des convois de secours et des ambulances. Ce nouvel assaut aérien souligne la détermination d'Israël à instaurer un blocus terrestre de facto sur les zones qu'il juge hostiles, au risque de fragmenter durablement le territoire libanais et de précipiter un effondrement des services publics essentiels dans l'ensemble du pays.

Le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz reste dans une situation de paralysie quasi totale, avec seulement une infime fraction des navires de commerce habituels parvenant à franchir ce passage stratégique. Du 1^{er} au 21 mars, les transporteurs de marchandises n'ont effectué que 124 traversées, selon la société d'analyse *Kpler*, soit une baisse de 95% par rapport aux temps de paix. Les compagnies pétrolières et les armateurs évitent désormais massivement la zone en raison de l'envolée des coûts d'assurance et des risques de saisies ou de frappes de drones. Les quelques navires autorisés à circuler, souvent sous escorte militaire ou bénéficiant d'accords diplomatiques spécifiques, ne suffisent pas à répondre à la demande mondiale, provoquant des pénuries et une explosion des prix du brut sur les marchés internationaux. Les autorités maritimes internationales signalent une accumulation de navires dans les ports voisins, en attente d'une hypothétique réouverture sécurisée, **tandis que les infrastructures portuaires du Golfe subissent un ralentissement économique sans précédent.**



L'Iran s'est déclaré prêt à autoriser le passage des navires japonais par le détroit d'Ormuz, selon des informations rapportées par l'agence de presse *Kyodo*. En accordant ce privilège au Japon, Téhéran semble vouloir maintenir un canal de communication avec une puissance économique majeure qui dépend historiquement des hydrocarbures du Moyen-Orient, tout en tentant de briser l'isolement international imposé par les sanctions et le conflit en cours. Cette décision pourrait permettre de sécuriser une partie de l'approvisionnement énergétique de l'archipel nippon, dont les navires étaient jusqu'alors cloués au port ou contraints à des détournements coûteux. **Toutefois, la mise en œuvre concrète de cette autorisation reste suspendue aux conditions de sécurité dans une zone où les risques d'incidents militaires ou de dommages collatéraux demeurent omniprésents. Pour le Japon, cette main tendue**

représente un dilemme diplomatique délicat, l'obligeant à arbitrer entre la sécurisation de ses ressources vitales et le respect de la solidarité avec ses alliés occidentaux, notamment les Etats-Unis, qui prônent une fermeté absolue face à la République islamique. Cette exception accordée à Tokyo souligne la stratégie de Téhéran consistant à utiliser le contrôle du détroit d'Ormuz comme un levier géopolitique sélectif pour influencer les relations internationales et fragmenter le front uni de ses adversaires.

La guerre au Moyen-Orient provoque une crise sans précédent dans le secteur aérien, entraînant l'annulation de dizaines de milliers de vols et forçant l'Europe à prendre conscience de sa profonde dépendance envers les pays du Golfe pour ses liaisons internationales. Depuis le déclenchement des hostilités impliquant l'Iran, les couloirs aériens stratégiques qui surplombent la région sont devenus impraticables, paralysant les activités des grands transporteurs comme Emirates, Qatar Airways ou Etihad. Ces compagnies, qui ont bâti leur modèle économique sur la connexion entre l'Occident et l'Orient via leurs plateformes de correspondance massives à Dubaï, Doha ou Abou Dhabi, voient leurs opérations s'effondrer, créant un vide que les compagnies européennes sont incapables de combler. Cette situation met en lumière la fragilité d'un système où une part prépondérante du trafic vers l'Asie et l'Océanie repose sur la stabilité d'une zone géographique restreinte et hautement inflammable. Au-delà des pertes financières immédiates pour le secteur, cette crise révèle une vulnérabilité géopolitique majeure : **l'Europe a délégué une partie essentielle de sa souveraineté aérienne à des acteurs dont la pérennité opérationnelle est directement liée aux soubresauts du Proche-Orient.** Cette paralysie du ciel contraint désormais les décideurs politiques et industriels à envisager une redéfinition des routes de longue distance et à chercher des moyens de sécuriser leurs échanges avec l'Est. La résilience du transport aérien mondial est ainsi remise en question par ce blocage prolongé, qui transforme une problématique régionale en un dysfonctionnement systémique affectant la mobilité globale et les échanges économiques entre les continents. **Ces perturbations affectent aussi les compagnies américaines.** Samedi, **United Airlines (+ 1,5% en électronique ce matin) a annoncé son intention de réduire significativement le nombre de ses vols en prévision d'un maintien du prix du pétrole au-dessus du seuil des 100 \$ jusqu'en 2027.** Cette décision stratégique reflète l'adaptation forcée de la compagnie aérienne des Etats-Unis face à une crise énergétique durable provoquée par l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient. **En réduisant son offre de sièges, United Airlines cherche à préserver sa rentabilité et à compenser l'explosion de ses coûts opérationnels,** le carburant représentant désormais une part écrasante de ses charges. Cette réduction de voilure touchera principalement les liaisons internationales les moins rentables et entraînera inévitablement une hausse du prix des billets pour les passagers. La direction de la compagnie estime que les tensions actuelles sur le marché pétrolier ne sont pas conjoncturelles mais structurelles, nécessitant une révision profonde de son modèle économique pour les années à venir. Cette annonce intervient alors que l'ensemble du secteur aérien est confronté à des défis similaires, poussant les transporteurs à une consolidation ou à une rationalisation drastique de leurs réseaux. **Pour United Airlines, ce repli tactique vise également à accélérer le renouvellement de sa flotte vers des appareils moins gourmands en kérosène, afin de réduire sa dépendance aux fluctuations brutales des cours du brut.** Cette perspective d'un pétrole cher sur le long terme assombrit les prévisions de croissance du transport aérien mondial, forçant les acteurs à naviguer dans un environnement de coûts élevés et de demande incertaine.

La Chine tire parti du conflit actuel au Moyen-Orient pour consolider sa position géopolitique et renforcer son influence face aux Etats-Unis, du moins de manière provisoire. En adoptant une posture de médiateur et en appelant à la désescalade, Pékin cherche à se présenter comme une puissance responsable et équilibrée, contrastant avec l'implication militaire et le soutien marqué de Washington à certains acteurs du conflit. En se positionnant comme une alternative diplomatique crédible, la Chine érode progressivement l'hégémonie traditionnelle des Etats-Unis au Moyen-Orient, transformant cette zone de conflit en un terrain de compétition systémique où elle avance ses pions sans s'engager directement dans les hostilités. Du côté de la Russie, **lors d'une visite diplomatique de haut niveau à Téhéran, Vladimir Poutine a exprimé le soutien indéfectible de Moscou à la République islamique dans le cadre du conflit qui l'oppose à Israël et aux Etats-Unis.** Ce déplacement stratégique vise à sceller une alliance militaire et économique renforcée entre les deux nations, partageant des intérêts communs face aux pressions occidentales et aux sanctions internationales. **Le président russe a souligné que la coopération bilatérale, incluant la fourniture de technologies de défense avancées et la coordination sur les marchés de l'énergie, constitue un pilier de stabilité pour la région.** Les discussions ont également porté sur la création de routes commerciales alternatives échappant au contrôle du détroit d'Ormuz et sur l'utilisation de monnaies locales pour contourner le dollar. Pour Moscou, le soutien à Téhéran est un levier géopolitique majeur permettant de contester l'hégémonie des Etats-Unis et de rééquilibrer les rapports de force mondiaux. **Ce rapprochement entre la Russie et l'Iran inquiète les capitales occidentales, qui y voient la constitution d'un bloc de résistance coordonné capable de prolonger indéfiniment l'instabilité sécuritaire et énergétique globale.**

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

La séance de vendredi à Wall Street s'est soldée par une nette correction, marquée par une aversion au risque, généralisée dans un contexte de tensions géopolitiques extrêmes et de remontée brutale des anticipations d'inflation. Les principaux indices ont enfoncé des seuils techniques importants. Le S&P 500 a ouvert en baisse, à 6 595, et, dans un premier temps, s'est stabilisé à 6 550, avant d'accentuer sa baisse à 6 500, passant ponctuellement sous les 6 500. L'indice clôture en baisse de 1,5% à 6 506 (- 100 points). Le Dow Jones cède 1,0% à 45 577 (- 444 points) et le Nasdaq recule de 2,0% à 21 648 (443 points), tous évoluant désormais sous leur moyenne mobile à 200 jours et enregistrant une quatrième semaine consécutive de repli. La volatilité a fortement augmenté dans le cadre de la séance dite des « trois sorcières », avec un volume d'échanges particulièrement élevé et un indice VIX, qui a bondi de plus de 11,3% pour s'approcher des 27 points en clôture, illustrant la nervosité extrême des investisseurs.

Le principal catalyseur de cette baisse reste l'intensification du conflit au Moyen-Orient, entré dans sa quatrième semaine, sans perspective d'apaisement, avec notamment des frappes sur des infrastructures énergétiques majeures dans le Golfe et des tensions persistantes autour du détroit d'Ormuz. Les annonces d'un renforcement militaire américain, incluant le déploiement de milliers de Marines et de navires de guerre, ont accentué les craintes d'escalade, tandis que des informations sur une possible prise de contrôle de sites pétroliers stratégiques ont encore alimenté l'incertitude. Dans ce contexte, les prix de l'énergie ont poursuivi leur envolée, soutenu par des perturbations significatives de l'offre mondiale, ce qui a ravivé les craintes inflationnistes et pesé lourdement sur les actifs risqués. Les marchés actions ont ainsi été dominés par des ventes massives, notamment sur les valeurs technologiques et de croissance, les « *Magnificent Seven* » étant toutes orientées à la baisse, avec des replis

marqués pour **Nvidia** et **Tesla** (plus de - 3,2%), tandis que les valeurs liées aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle ont été particulièrement touchées. Sur le plan sectoriel, neuf à dix des onze compartiments du S&P 500 ont terminé dans le rouge, les *utilities* et l'immobilier enregistrant les plus fortes baisses, pénalisés par la remontée des taux, alors que le secteur de l'énergie a fait figure d'exception, soutenu par la flambée des cours du brut et alignant une treizième semaine consécutive de hausse, une performance inédite depuis plusieurs décennies. Par ailleurs, les marchés obligataires ont subi de fortes tensions, les taux des *Treasuries* à dix ans bondissant à 4,38%, un plus haut de plusieurs mois, tandis que le 30 ans atteignait près de 5% en séance, traduisant une réévaluation brutale des anticipations de politique monétaire. En effet, les investisseurs intègrent désormais la possibilité d'un maintien prolongé des taux élevés par la banque centrale américaine, voire d'un nouveau resserrement d'ici fin 2026, la probabilité d'une hausse étant estimée autour de 44% selon l'outil *FedWatch*, alors même que le *FOMC* a maintenu cette semaine ses taux directeurs dans une fourchette de 3,50% à 3,75%. Cette perspective d'un environnement monétaire restrictif, combinée à la hausse des prix de l'énergie, nourrit un scénario de *stagflation*. Le renforcement du dollar face à un panier de devises, reflète également une recherche de valeurs refuges dans un environnement incertain.

Sur le front des indicateurs économiques, il n'y a pas eu de publications majeures. Du côté des valeurs, plusieurs mouvements marquants ont animé la séance, à commencer par l'effondrement spectaculaire de **Super Micro-Computer** (-33,3%), après l'inculpation de dirigeants liés à un scandale de contrebande de technologies d'intelligence artificielle vers la Chine, ce qui a lourdement pesé sur l'ensemble du segment technologique. Les valeurs de semi-conducteurs ont également souffert, à l'image de **Micron Technology** (- 4,8%), **Western Digital** (- 7,5%) ou encore **Intel** (- 5,0%), toutes pénalisées par les inquiétudes sur la demande et le contexte géopolitique. Dans le transport, les compagnies aériennes ont reculé face à la hausse des coûts du carburant. A l'inverse, quelques titres ont tiré leur épingle du jeu, comme **FedEx** (+ 0,8%), soutenu par des perspectives solides et un relèvement de ses prévisions, confirmant la résilience de la demande mondiale, ou encore certaines valeurs énergétiques comme **Exxon Mobil** (+ 1,0%), profitant directement de la hausse des prix du pétrole. D'autres mouvements notables incluent la progression de **Dell** (+ 0,6%) en réaction à la chute de son concurrent **Super Micro-Computer**, ou encore la forte hausse de **SolarEdge** (+ 13,3%) après une recommandation favorable. Globalement, **la séance a été marquée par une capitulation partielle des investisseurs face à une combinaison jugée « toxique » de risques géopolitiques, de tensions inflationnistes et de durcissement monétaire, renforçant l'idée que les marchés pourraient rester sous pression tant que ces incertitudes, au Moyen-Orient, persistent.**

Détail de la séance sur les valeurs : cf. *Les US en Actions*.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Les contrats à terme sur les indices américains connaissent des mouvements de yo-yo entre - 0,1% et - 0,5%, reflétant une forte incertitude liée à l'escalade des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, marquée par des menaces réciproques sur les infrastructures stratégiques et le maintien du détroit d'Ormuz fermé. La flambée des prix du pétrole, avec un WTI proche des 100 \$ (99,2 \$ exactement) et un Brent à 112,9 \$, alimente directement les anticipations d'inflation et accroît les risques de récession, tout en pesant sur les indices actions et induisant une hausse des taux longs (4,41% pour le 10 ans américain). Les investisseurs redoutent un conflit durable aux effets économiques profonds, d'autant que la

capacité de l'administration américaine à infléchir rapidement la situation apparaît limitée.

Le **Nikkei 225** chute de 3,6% pour passer sous les 51 500, son plus haut niveau depuis plus de deux mois alors que le conflit au Moyen-Orient entraine dans une quatrième semaine sans signe d'apaisement. La hausse des prix du pétrole a continué d'alimenter les inquiétudes sur l'inflation et a renforcé une tendance belliciste des principales banques centrales, la Banque du Japon conservant les taux inchangés la semaine dernière mais indiquant une volonté de renforcer davantage la politique. Le gouverneur de la BOJ, Kazuo Ueda, a également noté qu'une hausse des taux reste possible si le ralentissement économique du conflit iranien s'avère temporaire. Les taux d'Etat à 10 ans ont dépassé 2,3% ce matin, atteignant des sommets de plusieurs décennies. Les actions technologiques, financières et de consommation ont mené la baisse, avec des pertes notables de Kioxia Holdings (- 3,7%), Advantest (- 5,7%), Tokyo Electron (- 3,8%), Mitsubishi UFJ (- 4,8%) et Fast Retailing (- 3,3%).

L'indice **Hang Seng** chute de 3,5%, à son plus bas niveau depuis août 2025, tandis que le Composite de **Shanghai** perd 3,3%, alors que l'escalade des tensions au Moyen-Orient a déclenché des ventes massives. Tous les secteurs à Hong Kong reculent, menés par l'immobilier, les valeurs de la finance et technologiques. Les actions continentales atteignant des plus bas niveaux depuis trois mois.

Le **KOSPI** chute de 5,9%, suivant la forte chute des bourses régionales dans un contexte de tensions croissantes au Moyen-Orient. Les actions coréennes sont lourdement pénalisées compte tenu de la dépendance du pays aux importations d'énergie. La hausse des cours du pétrole devrait alimenter l'inflation et réduire les marges des entreprises. Le won coréen a également dépassé le seuil de 1 500 par dollar pour atteindre son plus faible depuis plus de dix ans, signalant des sorties de capitaux étrangers. Les pertes sont dans les grandes capitalisations, notamment Samsung Electronics (- 5,6%), SK Hynix (- 6,5%), Hyundai Motor (- 5,5%), LG Energy Solution (- 4,1%), SK Square (- 7,9%) et HD Hyundai Heavy Industries (- 8,2%).

Le **S&P/ASX 200** a chuté de 0,8%, prolongeant les pertes de la semaine précédente et atteignant son plus bas niveau depuis mai 2025. Sur le plan national, les investisseurs attendent le rapport sur l'inflation de mercredi, avec une inflation globale attendue à se maintenir à 3,8%. Ces données font suite à la décision de la **RBA** de relever son taux directeur à 4,1%, marquant une hausse consécutive pour la première fois depuis la mi-2023, alors que la banque centrale cherche à freiner l'inflation persistante. Les actions minières ont mené les pertes, en particulier BHP Group (- 1,6%) et Rio Tinto (- 1,5%). Les producteurs d'or ont également sous-performé, menés par Newmont Corporation (- 3,4%) et Northern Star Resources (- 6,0%).

Change €/€

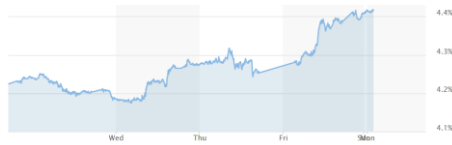


(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

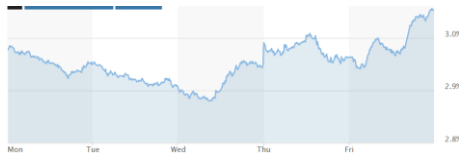
Le marché obligataire a subi une violente correction en fin de semaine, marqué par une forte remontée des rendements dans un contexte de choc inflationniste lié à la guerre au Moyen-Orient et de révision brutale des anticipations de politique monétaire. Aux Etats-Unis, les taux des *T-notes* ont fortement augmenté. Les taux sur le 10 ans sont rapidement montés à 4,39% pour revenir à 4,381% en clôture, en hausse de 1,5 pb, atteignant un plus haut de 7 mois et demi, signe d'une pression vendeuse intense. Ce matin, en Asie, ils dépassent le seuil symbolique des 4,40%, à 4,414% exactement (+ 2,7 pb). Ce mouvement s'inscrit dans une tendance haussière des taux observée depuis deux semaines, alimentée par la flambée des prix de l'énergie qui ravive les craintes d'inflation et

Taux 10 ans (US)



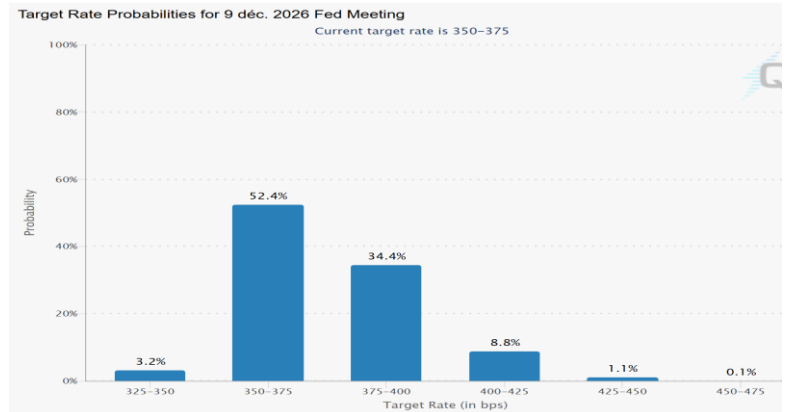
(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

pousse désormais les marchés à envisager non plus des baisses mais des hausses de taux de la banque centrale, avec une probabilité proche de 75% d'un resserrement d'ici septembre et même une chance sur deux dès l'été. Les taux à 2 ans, particulièrement sensibles à la politique monétaire, ont également bondi à 3,9%, confirmant ce changement de paradigme. Les déclarations de Jerome Powell et, vendredi, du gouverneur Christopher Waller ont renforcé ce basculement, soulignant que les risques inflationnistes liés au conflit priment désormais sur les préoccupations de croissance ou d'emploi.



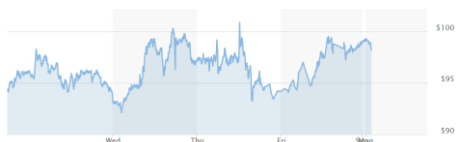
En Europe, la tension sur les taux a été encore plus marquée, avec un véritable mouvement de contagion haussière sur l'ensemble des dettes souveraines. Les taux du *Bund* allemand à 10 ans ont franchi la barre des 3,0%, pour atteindre 3,053% (+ 0,1 pb), un plus haut depuis près de 15 ans, tandis que l'OAT française s'est tendue vers 3,753% (+ 2,4 pb), proche de ses niveaux de 2009. Les BTP italiens ont approché les 4,0%, à 3,961% (+ 1,3 pb), et les *Gilts* britanniques ont atteint des niveaux critiques autour de 5,0%, à 4,94% (+ 1,6 pb), au plus haut depuis 2008, déclenchant des inquiétudes croissantes sur la soutenabilité de la dette et la stabilité financière. Ce mouvement est alimenté par la hausse spectaculaire des prix de l'énergie et par les anticipations de resserrement monétaire accrues : les marchés intègrent désormais au moins deux à trois hausses de taux de la BCE, avec une probabilité de 79% d'un relèvement dès fin avril. Les déclarations de Joachim Nagel ont confirmé ce biais restrictif, malgré des indicateurs macroéconomiques plus faibles, comme la chute inattendue des prix à la production en Allemagne (- 3,3% sur un an). Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre, bien qu'ayant maintenu ses taux, a adopté un ton ferme, accentuant la tension sur les *Gilts*, déjà fragilisés par des finances publiques dégradées. Dans les autres régions, la dynamique reste similaire, avec une hausse généralisée des rendements sous l'effet combiné des anticipations inflationnistes, du choc énergétique et de la perspective d'un resserrement monétaire synchronisé. Globalement, le marché obligataire connaît un basculement psychologique majeur : **les scénarios de baisses de taux à horizon 2026 sont désormais abandonnés au profit d'hypothèses de hausses, dans un environnement où la persistance du conflit et les perturbations durables des chaînes d'approvisionnement laissent craindre une inflation structurellement plus élevée.** Cette remontée des taux intervient par ailleurs dans un contexte de niveaux d'endettement élevés, ce qui accentue les risques sur le crédit et renforce l'aversion au risque des investisseurs.

Le marché des changes a été marqué, vendredi, par un rebond limité du dollar dans un environnement de forte volatilité. Le billet vert connaît une baisse hebdomadaire face aux principales devises, les anticipations de politique monétaire et les tensions géopolitiques dominant largement les échanges. Aux Etats-Unis, le *Dollar Index* a progressé autour de 99,5-99,7, soutenu par son statut de valeur refuge dans un contexte de guerre persistante entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran, ainsi que par la remontée des anticipations inflationnistes.

liée à l'envolée des prix de l'énergie. Toutefois, malgré ce rebond sur la fin de semaine, le billet vert accuse une baisse hebdomadaire proche de 0,9%, la plus marquée depuis fin janvier, reflétant un repositionnement des cambistes. En Europe, l'euro clôture la séance à 1,1572 \$, dans un mouvement de correction technique après la forte hausse enregistrée la veille, alimentée par les spéculations sur un resserrement monétaire accru de la BCE. Sur la semaine, la monnaie unique conserve un gain de 1%, portée par les anticipations d'au moins deux, voire trois hausses de taux en 2026, dans un contexte où la BCE a maintenu ses taux mais relevé ses prévisions d'inflation et signalé sa volonté d'agir rapidement si les pressions sur les prix persistent. La livre sterling a suivi une trajectoire similaire, reculant sous 1,34 \$, à 1,3340 \$ en fin de semaine, mais affichant une progression hebdomadaire proche de 0,8%, les marchés intégrant également plusieurs hausses de taux de la Banque d'Angleterre en réponse à la flambée des prix de l'énergie, malgré des inquiétudes croissantes sur la situation budgétaire britannique. Le franc suisse et le dollar australien ont également progressé sur la semaine malgré un repli en fin de séance, ce dernier étant soutenu par le resserrement monétaire engagé par la banque centrale australienne. Au total, le marché des changes reflète un équilibre instable entre, d'une part, le soutien ponctuel au dollar en tant que valeur refuge et, d'autre part, une réallocation en faveur des devises dont les banques centrales apparaissent désormais plus agressives, dans un environnement où les fluctuations restent largement dictées par les incertitudes géopolitiques et les anticipations de taux.

Le marché des métaux précieux a connu une séance particulièrement négative, vendredi, dominée par un regain d'aversion au risque lié à l'escalade des tensions au Moyen-Orient et par une réévaluation marquée des anticipations de politique monétaire. L'or a chuté de 1,8%, à 4 500 \$ l'once, inscrivant sa plus forte baisse hebdomadaire depuis 1983, dans un contexte où la flambée des prix de l'énergie alimente les craintes inflationnistes et réduit significativement les espoirs d'assouplissement monétaire à court terme. Ce matin, en Asie, l'or poursuit sa correction, à 4 372 (- 4,4%). La pression s'est accentuée après l'annonce du déploiement par le Pentagone de trois navires de guerre et de milliers de Marines dans la région, un développement géopolitique majeur qui a conduit les investisseurs à intégrer une probabilité de 50% d'une hausse des taux de la banque centrale américaine, d'ici octobre. L'argent a subi une correction encore plus marquée, reculant de 2,7% sur la séance de vendredi à 67,8 \$ l'once, ce qui porte sa baisse hebdomadaire à 16,9%, un mouvement brutal illustrant la sensibilité accrue du métal aux conditions financières globales et à la liquidité. Ce matin, l'argent est à 66,2 \$ (- 5,0%).

Pétrole (WTI)



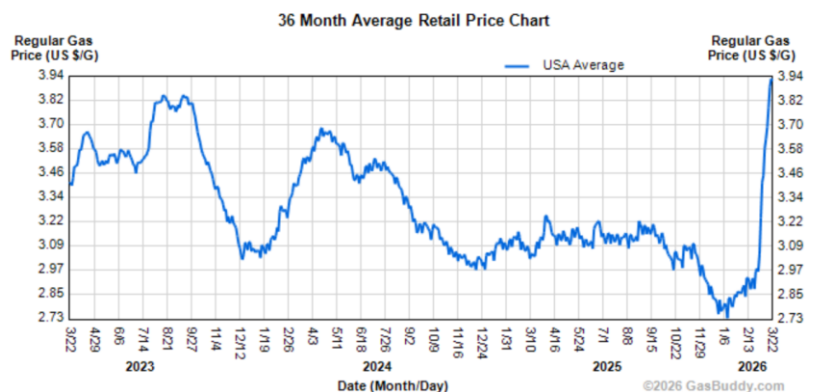
(Source : Marketwatch)

Pétrole

Le marché du pétrole a connu la semaine dernière une extrême volatilité, dominée par l'intensification du conflit au Moyen-Orient et par une montée significative des primes de risque géopolitique, traduisant des craintes croissantes de perturbations durables de l'offre mondiale. Aux Etats-Unis, vendredi, le *WTI* a fluctué entre 94 \$ et 99,4 \$, pour clôturer à 98,8 \$ (+ 0,5%). Mais, ce matin, il remonte à 99,1 \$. Les investisseurs intègrent désormais un scénario de destruction effective de l'offre après la déclaration de force majeure sur les champs pétroliers irakiens et les frappes de drones ayant touché des raffineries au Koweït. L'annonce du déploiement de milliers de Marines supplémentaires par le Pentagone et les discussions autour d'une prise de l'île iranienne de Kharg ont renforcé les tensions, tout comme le rejet d'un cessez-le-feu par Donald Trump, alimentant l'idée d'un conflit prolongé. Malgré ces éléments haussiers, le marché a également été freiné par des facteurs techniques et fondamentaux, notamment la décision de l'Agence internationale

de l'énergie de libérer 400 millions de barils de réserves stratégiques, dont 172 millions issus de la réserve américaine, ainsi que par la hausse des stocks à *Cushing*, point de livraison du *WTI*, à 27,52 millions de barils, un plus haut depuis août 2024. Ces éléments expliquent que, malgré un contexte extrêmement tendu, le *WTI* reste orienté vers une légère baisse hebdomadaire, en contraste avec le *Brent*. En Europe, Le *Brent* est monté à 112,5 \$, pour revenir, en clôture à 109,6 \$ (- 2,4%). Ce matin, il fluctue autour des 112,9 \$. Les cours ont corrigé en fin de semaine après des informations indiquant que les Etats-Unis pourraient lever certaines sanctions sur le pétrole iranien stocké en mer afin d'atténuer les tensions sur les prix. Mais, **l'écart entre le *Brent* et le *WTI* s'est creusé à environ 14 \$, reflétant des dynamiques régionales différenciées et une pression plus directe sur les flux internationaux que sur le marché nord-américain.** Par ailleurs, les indicateurs d'offre à moyen terme envoient des signaux mitigés : le nombre total de plateformes de forage aux Etats-Unis a légèrement reculé à 552 unités sur la semaine dernière, au plus bas depuis début mars et en baisse de 7% sur un an, suggérant une prudence des producteurs américains face à l'incertitude, même si les plateformes pétrolières ont légèrement augmenté. Globalement, le marché pétrolier est entré dans une phase dominée par les facteurs géopolitiques, où les fondamentaux traditionnels passent au second plan, les investisseurs privilégiant une approche défensive face à un risque élevé de perturbation prolongée des approvisionnements mondiaux, malgré les volontés coordonnées des autorités pour stabiliser les prix via les réserves stratégiques.

Les contrats à terme sur l'essence américaine ont dépassé 3,30 \$ le gallon, atteignant leur plus haut niveau depuis juillet 2022, suite à des menaces pesant sur les installations énergétiques du Moyen-Orient susceptibles de perturber davantage l'approvisionnement. Les prix de détail, en moyenne, se rapproche des 4 \$ aux Etats-Unis. Par ailleurs, le chef de l'*AIE*, Fatih Birol, a déclaré qu'il consultait les gouvernements du monde entier et qu'il pourrait envisager de nouvelles libérations de stocks pétroliers si nécessaire. Cela fait suite à une récente libération majeure de stocks d'urgence, tandis que Washington a temporairement levé les sanctions sur le pétrole iranien en mer pour atténuer la pénurie d'approvisionnement. **Avec le conflit qui ne montre aucun signe de ralentissement et la fermeture du point d'étranglement stratégique, les prix de l'essence ont grimpé de plus de 90% jusqu'à présent cette année.**





Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.